

**Discours de Brigitte Allain, lors de la plénière d'ouverture des Journées d'été des écologistes 2016
« Vers une agriculture des solutions : alimentation, biodiversité, climat »**

« Europe Ecologie – Les Verts ne s'y trompe pas en ouvrant ces journées d'été programmatiques avec une agriculture des solutions !

En effet, de nos choix de politique alimentaire et agricoles découlent les modes de productions, nos relations commerciales, notre rapport à la terre, au vivant, nos politiques sociales et de santé, voire éducative, et enfin, l'aménagement du territoire.

Alimentation, biodiversité et frein au réchauffement climatique sont bien les enjeux de ce siècle ! Ils seront d'autant mieux assurés que les paysans seront considéré durablement et bien rémunérés pour cela.

Nous avons une exigence : démontrer au monde agricole et rural que les **écologistes ne sont pas leurs ennemis mais des alliés sérieux.**

Pierre Rabhi, installé dans une ferme ardéchoise en 1960 a très vite renoncé à l'agriculture intensive : *« J'ai compris que l'on pouvait demander à la terre de nous nourrir en quantité, en qualité, et en même temps, l'améliorer et la transmettre meilleure qu'on ne l'a reçue aux générations qui nous suivent » ;*

C'est le fondement d'une agriculture écologique. Aussi devons- nous privilégier le dialogue, sortir des postures et prendre en compte la complexité.

Des prises de conscience face à l'ampleur des crises sont de plus en plus nombreuses, alors **travaillons avec les paysans pour permettre une transition possible et souhaitable pour l'intérêt de tous !**

1. **Ayons donc la lucidité nécessaire pour comprendre l'origine des crises :**

Une vision de l'économie financière et capitaliste a triomphé partout dans le monde, cela s'est traduit par l'abandon des organisations de marché en Europe. Si la politique agricole était l'un des programmes prioritaires et fondateur de l'Union Européenne, ce n'était pas pour conquérir le monde ! Ce n'était pas pour que notre agriculture devienne le leader européen du lait comme le clame PDG du groupe Lactalis!

Le paradoxe des libéraux : c'est de vouloir inonder les marchés et d'oser parler de « *régulations en période de crise* » comme le réclame Xavier Beulin, repris aussitôt par Christian Jacob !

En agriculture, tous les cadres de régulation, même imparfaits, perfectibles avaient permis d'endiguer les surproductions. Mais, au lieu de se fixer un cap pour aller vers des systèmes durables et assurer des relations commerciales saines et loyales, ils ont été mis à mal au nom de la

concurrence, des accords du GATT, puis de l'OMC, et aujourd'hui d'accords commerciaux bilatéraux dans lesquels **ni les producteurs, ni les consommateurs ne sont respectés !**

Pour la production laitière, par exemple, dès les années 80, les quotas laitiers figeaient un niveau de production par exploitation agricole pour assurer un prix du lait garanti. Cependant, pour satisfaire les industriels de l'agroalimentaire et du machinisme, les accords commerciaux entre l'Europe et les Etats Unis dessinaient déjà une concentration des productions et la spécialisation des fermes et des régions **rendant les paysans esclaves de l'agrochimie et des crédits bancaires.**

Aujourd'hui, les différentes réformes de la PAC prétendent vouloir répondre aux enjeux alimentaires et ne font qu'aggraver la situation.

L'argent public reste largement orienté vers le nombre d'hectares. La PAC : 7,5 milliard euros, **pour quels objectifs ? Pour combien d'agriculteurs ?** Des politiques nationales en sont de fait réduites à panser les dégâts considérables de ce système.

Alors que le chômage est, paraît-il, un enjeu national, les **réorientations** des aides pour le maintien d'exploitations à taille humaine et employeuses de main d'œuvre se fait attendre ! et les soutiens à l'agroécologie restent timides !

L'exemple le plus édifiant est celui du lait.

Depuis juillet 2015, le ministère a débloqué de nombreuses enveloppes pour les aides. La dernière au niveau européen est d'un montant de 500 millions d'euros... Sans résultat, si ce n'est une disparition encore accéléré du nombre de producteurs.

Comme tout professionnel, comme nous toutes et tous ici, **les agriculteurs ont besoin de revenus pour vivre, de prix rémunérateurs ! Et pas de compassion. C'est une question essentielle !**

Cette industrialisation des processus de production détruit la valeur des produits et a des coûts énormes pour la collectivité :

Le premier est la disparition des paysans, des savoirs faire et de la valeur du métier et leur sentiment de défiance de la population qui leur est insupportable ! C'est aussi, la destruction des sols et de leur potentiels, la pollution des eaux de surface et souterraines, la destruction de la biodiversité, et les problèmes de santé accrus.

2. **Et pourtant dans ce marasme, les écologistes ont pu obtenir des avancées et marquer leur empreinte grâce à leur travail !**

Dans la loi d'orientation agricole, nous avons inscrit dans le droit français, la souveraineté alimentaire, la définition dans la loi de l'agro-écologie, l'inscription du Projet alimentaire territorial. **Nous avons réussi à remettre la question de l'alimentation au cœur des politiques publiques !**

La proposition de loi que j'ai portée visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation **est, de fait, une loi qui demande beaucoup de courage politique, puisqu'elle donne l'ambition aux collectivités territoriales de se réapproprier notre politique alimentaire.**

S'appuyant sur la restauration collective, pour l'accès de tous à une alimentation locale, nous en faisons une loi d'intérêt public national ! Nous relions tous les citoyens autour d'**un sujet vital**.

Nous portons une ambition collective, intergénérationnelle, liant consommateurs, citoyens et producteurs, mais aussi les territoires ruraux avec leurs métropoles. **Nous permettons à chacun de se dire qu'il peut intervenir par ses pratiques alimentaires sur l'aménagement du pays !**

Il faut le dire, nous avons pu travailler sérieusement avec nos collègues de gauche, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, **pour faire face à une droite très attachée au vieux modèle productiviste**. Sans le soutien d'Hervé Péloux, Germain Peiro ... et bien d'autres.. ainsi que de Stéphane Le Foll , Joël Labbé et moi-même , rapporteurs soutenus par nos collègues écologistes, **n'aurions pas SEULS gagné cette avancée pour les projets alimentaires territoriaux chers à EELV.**

Obtenir un vote à l'unanimité à l'Assemblée nationale se gagne par le dialogue, la concertation, mais sans aucune compromission ; il en va de notre crédibilité !

Dans la loi sur la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, même s'il y a des insuffisances, il y'a eu des avancées :

- les néonicotinoïdes, insecticides destructeurs pour les pollinisateurs et dangereux pour la santé humaine, ont enfin été interdits pour 2018,

- les échanges et la vente de Semences ont été autorisés pour les jardiniers et les associations : une belle victoire pour la biodiversité cultivée, portée par les écologistes !

Toutefois, lors de ces débats, les Républicains se sont montré sous leur vrai visage : au service des lobbies et de la finance, contre l'intérêt général, ignorant des enjeux de société à court et à long terme, **faisant du profit immédiat leur seul objectif !**

Pour preuve la proposition de loi de la droite en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de l'agro –alimentaire ! Seul crédo : soutenir l'investissement pour encore agrandir les ateliers d'élevage et les exploitations , baisser les contributions sociales et les politiques de solidarités... mais augmenter les fonds d'indemnisation !

Au fond, aucune remise en cause d'un système qui génère des crises toutes plus violentes les unes que les autres pour les agriculteurs !

3. Et maintenant, pour aller de l'avant :

A l'échelle de l'Union européenne, il faut préparer la PAC post 2020, pour un réel redéploiement des aides directes, vers des soutiens à une agriculture respectueuse de l'environnement, des consommateurs et des paysans entre eux au niveau local et mondial.

Proposer des cadres de régulation pour les filières longues (lait, viandes) mais **surtout repenser l'agriculture non pas comme une fin en soi ou un support aux spéculations de toutes sortes, mais comme une réponse aux besoins alimentaires humains partout où ils résident sur la planète !**

Pour cela, je vous propose de poursuivre notre travail de fond sur la relocalisation. Beaucoup reste à faire !

Les soutiens au développement de l'agriculture biologique doivent aller beaucoup plus loin pour qu'elle devienne l'évidence, et pas seulement une pratique. Travailler sur un paquet réglementaire petites fermes : c'est un sujet très important et l'une des propositions de mon rapport d'information parlementaire « **Et si on mangeait local** ».

Nous devons éviter d'apparaître comme celles et ceux qui produisent des réglementations environnementalistes trop pointilleuses, **mais au contraire adaptées aux réalités du terrain, avec une obligation de résultats plus que de moyens.**

Au niveau de la France et de nos nouvelles régions : accompagner les transitions partout !

Je sais que les élus écologistes dans les régions y travaillent. Accompagner les collectivités qui mettent la relocalisation au cœur de leur stratégie territoriale. Michelle Rivet peut en témoigner.

Enfin, chacun et chacune d'entre nous lorsqu'il consomme porte aussi cette responsabilité.

En conclusion, je veux rappeler la nécessité de notre présence à tous les échelons pour impulser la mise en œuvre de nos propositions, de privilégier l'argumentation, le dialogue, et **montrer que ça marche, que c'est possible! Ici et maintenant !**

Dans ma circonscription bergeracoise, je n'ai eu de cesse de travailler avec les élus de gauche comme de droite ! Avec les associations et les entreprises. Tous les acteurs locaux ! Trop peu d'écolos, c'est vrai... **Alors il est de ma responsabilité de faire la preuve que l'écologie politique c'est avant tout la co-construction.**

Lors de mes réunions publiques « **Les Lundis de la députée** » j'ouvre le débat sur les sujets qui concernent mes concitoyens, dont l'alimentation et l'agriculture et les moyens de favoriser celle que nous voulons.

Il suffit de bien poser l'enjeu du bien public, de ce qui peut faire société et d'établir la confiance !

Le respect de notre Terre est bien présent dans l'esprit de beaucoup de Français !

A nous de leur faire aimer l'écologie. »